



Plantations équitables : faire une fleur aux petits paysans équatoriens ?

Pierre Gasselin

► To cite this version:

Pierre Gasselin. Plantations équitables : faire une fleur aux petits paysans équatoriens ?. Habbanae, 2007, 84, pp.6-6. hal-02654989

HAL Id: hal-02654989

<https://hal.inrae.fr/hal-02654989>

Submitted on 29 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Plantations équitables : faire une fleur aux petits paysans équatoriens ?



A

ujourd'hui, le commerce équitable tel que défini par FLO/Max Havelaar s'applique à deux types de structures : les plantations et les organisations de producteurs. Dans le premier cas, il s'agit de faire respecter les droits économiques et sociaux des salariés agricoles qui travaillent dans ces plantations (thé, banane, fleur). Dans le second, de renforcer les organisations de producteurs pour soutenir des dynamiques de développement local. Les deux démarches, la défense des droits des travailleurs et l'appui à l'agriculture paysanne, répondent-elles à une même approche du développement ? Zoom sur les fleurs équitables en Equateur.

En Equateur, la production de fleurs pour l'exportation occupe une place importante dans l'économie nationale en générant devises et emplois. Exigeant de lourds investissements (entre 100 000 et 350 000 dollars à l'hectare), elle est exclusivement gérée par des entreprises, parfois structurées en holding et souvent financées par des capitaux étrangers, très volatils.

Ses retombées économiques sont donc à relativiser, d'autant que la floriculture pose de nombreux problèmes en matière de développement du territoire.

Cette activité capte une part de la main d'œuvre jeune, détournée de sa propre production agricole. Les systèmes traditionnels de gestion communautaire des ressources naturelles, comme les comités de gestion des canaux d'irrigation par exemple, se trouvent fragilisés par la moindre disponibilité des paysans pour les activités collectives (réunions, mingas*, etc.). Certains membres sont exclus de leur organisation. Les investissements en travail et en équipement au sein des unités familiales de production se réduisent entraînant peu à peu une diminution de leurs capacités productives.

La floriculture ne capte pas uniquement la main d'œuvre. Grande consommatrice d'eau, elle s'approprie également les ressources hydriques, au détriment des communautés mé-tisses et indiennes d'altitude, qui perdent parfois leur droit d'accès à l'eau. Attiré par les devises, l'Etat soutient le modèle agro-exportateur et assume des investissements favorables au secteur floricole (modernisation de l'aéroport, infrastructures routières...), en revanche, il délaisse les familles paysannes, qui peinent à accéder aux services publics de base.

En définitive, la floriculture équatorienne profite des faiblesses structurelles de l'agriculture paysanne dans la région et la prive de son potentiel de développement. Dans ces conditions, même si la labellisation des plantations permet d'améliorer

les conditions de travail et le bien-être des salariés agricoles qui y travaillent, est-il logique pour les acteurs du commerce équitable de soutenir un secteur qui entrave un développement local équitable et marginalise l'agriculture paysanne ?

Dans le cas des organisations paysannes certifiées par FLO/Max Havelaar, AVSF constate sur le terrain que le commerce équitable est un formidable levier de développement pour les paysans du Sud. Cependant, le cas de la filière fleur en Equateur met en évidence la nécessité de s'interroger sur la pertinence de faire cohabiter, au sein d'un même dispositif de garantie de commerce équitable, des démarches d'appui aux organisations paysannes d'une part, et d'actions en faveur des droits des travailleurs des plantations d'autre part. Soucieuse de l'intérêt des populations avec lesquelles elle travaille au quotidien, AVSF s'est saisie de ces questions et participe à une réflexion sur l'adaptation de la stratégie de FLO/Max Havelaar afin que celle-ci soit en cohérence avec son objectif initial de développement de l'agriculture paysanne. Cette adaptation suppose la suppression des fleurs équitables issues de plantations agro-industrielles sur le marché français, la mise en place de critères de sélection de nouvelles filières labellisées prenant en considération les enjeux de développement des populations paysannes du Sud et la définition de cadres clairs différenciant les démarches relatives aux organisations paysannes de celles relatives aux plantations. ■

Pierre Gasselin,

INRA - Administrateur AVSF

*Travaux d'intérêt collectif impliquant en général l'ensemble des familles d'une communauté ou d'une organisation.